

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DECOSPAN (Ex MECAMEUBLES)

ZI DE LA CREULE
59190 Hazebrouck

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G2\DECOSPAN (Ex Mecameubles)_Hazebrouck_070.01976\2_Inspections\2024_03_26_dépassement CI AIR\A signer\DECOSPAN_Hazebrouck_RAPVI COMPLET_0007001976.odt
Code AIOT : 0007001976

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 dans l'établissement DECOSPAN (Ex MECAMEUBLES) implanté ZI DE LA CREULE 59190 Hazebrouck. L'inspection a été annoncée le 12/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle a été réalisée suite à un dépassement du paramètre CO du contrôle inopiné air réalisé en 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DECOSPAN (Ex MECAMEUBLES)
- ZI DE LA CREULE 59190 Hazebrouck
- Code AIOT : 0007001976

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement DECOSPAN travaille le placage de panneaux de bois de type MDF / aggloméré par pressage et collage. 90% des placages effectués sur site sont faits à partir de chêne.

L'objectif du site est de mettre à dimension des panneaux de bois, réaliser un placage et sortir un produit quasiment fini de ses chaînes de production de type porte de cuisine ou encore table de salle à manger.

Il est principalement un site de production et fabrique pour trois types de clients différents. Le premier, le fabricant de meubles standards, le second, la fabrication de panneau pour les cuisinistes enfin la fabrication pour des projets spécifiques. Sa production est exportée sur le marché européen à hauteur de 80%.

Le site est soumis à autorisation et les activités du site sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2000.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Éléments de contexte | Contrôle inopiné air du 21/03/23 | Sans objet |
| 2 | Ouvrages de rejet | Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 11 | Sans objet |
| 3 | Ouvrages de rejet | Arrêté Préfectoral du 19/06/2007, article 11 | Sans objet |
| 4 | Valeurs limites d'émission – autosurveillance | Arrêté Préfectoral du 19/06/2007, article 10 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné air en date du 21 mars 2023 a montré un dépassement du paramètre CO. L'exploitant a fait procéder à un contrôle de sa chaufferie par le constructeur VYNCKE qui a relevé des défaillances techniques sur la chaufferie bien que celle-ci soit vérifiée chaque année. L'ensemble des réparations ont été faites en 2023 et début 2024.

Un nouveau contrôle inopiné a été réalisé le 16 avril 2024 et l'inspection est en attente des résultats de ce contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

| |
|---|
| Référence réglementaire : contrôle inopiné du 21 mars 2023 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement |
| Prescription contrôlée : Date du CI AIR de l'année n-1 : Nature du/des dépassement(s)/gros dépassement(s) relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : Conditions de fonctionnement du site : Constats : Le contrôle inopiné a été réalisé le 21 mars 2023 par la société Bureau Veritas. Le dépassement relevé lors du CI AIR 2023 concerne le paramètre CO en concentration : [CO] = 291 mg/Nm ³ pour un VLE de 200 mg/Nm ³ Le rapport précise que le site était en condition normale de fonctionnement. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Ouvrages de rejet

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2000, article 11 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets |
| Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente. Sur chaque canalisation de rejet d'effluent doivent être prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes à la norme NF X 44 052. Ces points devront être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc) permettront de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. |

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site dispose d'un unique point de rejet correspondant au rejet de la chaudière utilisant comme combustible des sciures, copeaux, morceaux de bois et biomasse.

Les rejets sont captés par un cyclone et traités par un électrofiltre avant rejet dans l'atmosphère.

La cheminée a une hauteur de 25 m (d'après le dossier d'autorisation initial).

Concernant la conformité à la norme NF X 44 052, les rapports d'analyses réalisées en 2015 et 2021 précisent que la norme NF X 44052 n'est pas totalement respectée mais que cela permet néanmoins la réalisation de mesures :

- Absence de trappe normalisée ;
- Les deux orifices de prélèvement ne sont pas normalisés et l'un des orifices est difficilement accessible.

Cette non-conformité est confirmée par le laboratoire Bureau Veritas qui a précisé par courriel du 04/04/2024 (suite à une demande de l'inspection en date du 27/03/2024) que les recommandations de la norme NF X 44052 n'étaient pas réunies lors du contrôle réalisé en 2023 :

- l'implantation de la section de mesure est correcte et permet de bénéficier d'un écoulement stable et sans perturbation ;
- Le conduit disposait bien de 2 orifices permettant théoriquement une exploration de la section sur 2 axes telle que demandé dans la norme.
- l'accès à la section de mesure n'était pas aisé en raison de l'absence de plateforme adaptée et nécessitait donc l'utilisation d'une nacelle.
- L'accès à l'un des deux orifices présents était difficile en raison du manque d'espace dans la zone de travail.
- Le conduit ne disposait pas d'orifices aux dimensions normalisées ce qui a empêché une exploration totale de la section de mesure.
- Concernant les conditions d'échantillonnage isocinétique, le rapport indique que celles-ci ont pu être respectées sauf sur 2 essais pendant lesquels un léger écart a été constaté mais dont l'impact est mineur compte tenu du faible niveau de concentration en composés particuliers.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2007, article 11

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de mesure

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministère de l'écologie, une mesure de débit rejeté et des teneurs en polluants mentionnés aux lignes 1 à 6 du tableau de l'article 13.3.

Ces mesures sont effectuées selon les normes en vigueur. A défaut de méthode spécifique

normalisée et lorsque les composés sont sous forme particulière ou vésiculaire les conditions d'échantillonnage isocinétique décrits par la norme NF X 44-052 doivent être respectées.

Toute modification des caractéristiques des produits destinés à l'alimentation de la chaufferie doit être accompagnée de la démonstration du respect des valeurs d'émission en métaux lourds lors de la combustion (tableau de l'article 13.3 – ligne 7 à 10). Cette démonstration doit notamment s'appuyer sur la composition des produits, leurs caractéristiques, les fiches techniques des fournisseurs et sur des analyses spécifiques de ces métaux. Cette démonstration doit être actualisée chaque fois que nécessaire.

Constats :

L'exploitant doit réaliser des contrôles tous les 3 ans et de ce fait, il a transmis deux rapports d'analyses correspondant aux années 2015 et 2021. En 2018, l'exploitant n'a pas fait de contrôle suite à un oubli. L'inspection a rappelé à l'exploitant l'obligation de respecter son arrêté, notamment la fréquence d'analyse qui lui est imposée.

Les contrôles ont été réalisés par les laboratoires SGS en 2015 et par le Bureau Veritas en 2021. Dans les deux rapports, le laboratoire précise que les mesures ne peuvent être réalisées selon les normes en vigueur (voir justification supra).

Néanmoins, il est précisé que l'isocinétisme est respecté tout au long des mesures.

Il n'y a pas eu de modification des caractéristiques des produits destinés à l'alimentation de la chaufferie et de ce fait, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse de métaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2007, article 10

Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limite d'émission

Prescription contrôlée :

| | Paramètres | Concentration mg/m ³ | Flux kg/h |
|---|--|---|--|
| 1 | Oxyde de soufre | 200 | 2 |
| 2 | Oxyde d'azote | 500 | 5 |
| 3 | Poussières | 100 | 1 |
| 4 | CO | 200 | 2 |
| 5 | COV hors méthane (en CH ₄) | 50 | 0,5 |
| 6 | HAP | 0,1 | 10 ⁻³ |
| 7 | Cadmium (Cd), mercure (Hg), Thallium (Tl) et leurs composés | 0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl) | 5.10 ⁻⁴ par métal et 10 ⁻³ pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl) |
| 8 | Arsenic (As), Sélénium (Se), Tellure (Te) et leurs composés | 1 exprimée en (As + Se + Te) | 0,01 exprimée en (As + Se + Te) |

Constats :

En 2015, l'ensemble des paramètres a été contrôlé et les résultats ne montrent aucun dépassement.

En 2021 et 2023, l'ensemble des paramètres a été contrôlé et les résultats ne montrent aucun dépassement sauf pour le CO.

L'exploitant explique que ce dépassement est dû à une phase transitoire d'arrêt puis de redémarrage de la chaufferie qui entraîne un dégagement de CO. Le rapport du constructeur de la chaufferie Vyncke a été envoyé à l'inspection et ces pics sont également visibles lors des essais

(arrêt et redémarrage de la chaufferie).

Par ailleurs, bien que la chaufferie soit contrôlée annuellement d'après l'exploitant, le rapport de Vyncke mentionne des défaillances techniques que sont :

- la vanne bypass du multicyclone est cassée ;
- Le compensateur du filtre présente une fissure : Il y a un trou dans la canalisation après le filtre au niveau du compensateur ;
- le joint du ventilateur est cassé ;
- le ventilateur de l'air primaire a beaucoup de vibrations : l'exploitant précise que le ventilateur est déformé.

Elles ont été levées lors de l'arrêt annuel en juillet/août 2023 ainsi qu'en janvier 2024.

Un nouveau contrôle inopiné a été réalisé le 16 avril 2024 et l'inspection est en attente des résultats de ce contrôle.

Type de suites proposées : Sans suite